



Israël annonce une nouvelle expansion des colonies à Jérusalem-Est

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 11 août 2011

[Canadiens pour la justice et paix au Moyen-Orient](#) 11 août 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)



L'expansion des colonies exclusivement juives, comme Ramat Shlomo (ci-dessus), sur des terres saisies illégalement aux Palestiniens, a bloqué les pourparlers de paix israélo-palestinien.



Le saviez-vous?

La colonisation continue de Jérusalem-Est par Israël viole le droit international et constitue un obstacle majeur à la paix pour plusieurs raisons.

[En découvrir plus](#)

Begin French PR text. Selon des médias internationaux, le ministre de l'Intérieur israélien a donné son accord final à la construction de 1600 nouvelles unités d'habitation à Ramat Shlomo, une colonie illégale exclusivement juive située dans le territoire occupé de Jérusalem-Est. Des fonctionnaires du Ministère ont également affirmé que la création de 2700 logements supplémentaires dans deux autres colonies de Jérusalem-Est, soit 2000 à Givat Hamatos et 700 à Pisgat Zeev, allait être approuvée au cours des prochains jours. L'annonce d'aujourd'hui vient s'ajouter à celle de la semaine dernière, approuvant la construction de 900 autres unités dans la colonie de Har Homa, également à Jérusalem-Est. Étant donné l'espoir des Palestiniens de faire de Jérusalem-Est la capitale de leur futur État, ces décisions créent la controverse.

Ces annonces feront probablement dérailler les efforts américains et européens pour ramener les représentants israéliens et palestiniens à la table des négociations avant le vote de septembre pour l'adhésion d'un État de la Palestine à l'ONU. Elles viennent également défier directement l'opposition formulée par l'administration Obama à la poursuite de l'expansion des colonies. Le 9 août dernier, le département d'État américain avait critiqué Israël pour l'annonce des unités de Har Homa. L'approbation préliminaire des 1600 logements de Ramat Shlomo annoncée au cours de la visite du vice-président américain Joe Biden en Israël en mars 2010 avait entraîné un froid diplomatique entre Israël et les États-Unis. À la lumière des annonces de cette semaine, le négociateur de paix palestinien Saëb Erakat presse Obama de reconsidérer son opposition à l'adhésion d'un État de la Palestine à l'ONU.

« CJPMO exhorte le gouvernement canadien et les partis de l'opposition à presser Israël de

cesser immédiatement toute expansion coloniale », affirme Thomas Woodley, président de Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO). L'organisation note que le transfert par une puissance occupante telle qu'Israël de sa population civile vers le territoire qu'elle occupe militairement enfreint la Quatrième Convention de Genève. CJPMO souligne aussi que par l'approbation de nouvelles expansions des colonies, Israël révèle un désintérêt troublant pour l'atteinte d'une solution négociée au conflit israélo-palestinien. CJPMO exhorte également le Canada à appuyer la demande de la Palestine pour l'obtention du statut d'État à l'ONU.

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur israélien Roei Lachmanovich a affirmé que les décisions sur l'expansion des colonies prises cette semaine visaient à répondre à la crise du logement en Israël, laquelle a provoqué des manifestations de masse au cours des dernières semaines. Or, Peace Now — un groupe israélien de paix et de défense des droits de l'homme — a accusé le gouvernement israélien d'exploiter « avec cynisme » les contestations actuelles pour poursuivre son expansion. Uri Avnery, chef d'un autre groupe de paix appelé Gush Shalom et ancien membre de la Knesset, a également condamné la planification de ces unités. Avnery prétend que l'administration Netanyahu tente de provoquer une réaction chez les Palestiniens, qui détournerait les Israéliens de leurs contestations.

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec:

Patricia Jean
Canadiens pour la justice et paix au Moyen-Orient
Téléphone: 438-380-5410
[Courriel CJPMO](#) - [Site Web CJPMO](#)

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) est une organisation séculière, sans but lucratif, regroupant des hommes et des femmes d'horizons divers qui œuvrent pour que la paix et la justice renaissent au Moyen-Orient. Elle a pour vocation de responsabiliser les personnes d'influence à traiter les protagonistes avec équité et à favoriser l'essor durable et équilibré de la région.

La source originale de cet article est [Canadiens pour la justice et paix au Moyen-Orient](#)
Copyright © [CJPMO](#), [Canadiens pour la justice et paix au Moyen-Orient](#), 2011

Articles Par : [CJPMO](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca